

Sid-Ahmed Ferroukhi fixe à 2019 la fin de l'importation

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3777 - Lundi 25 janvier 2016 - Prix : 10 DA

En visite de travail dans la wilaya de Djelfa

Boudiaf met en garde contre une gestion opaque de l'argent de l'Etat

Page 2

Tebboune fixe les délais de livraison des programmes lancés en 2013

«24 mois maximum pour la réalisation d'un projet d'habitat»

Page 4

Report sine die de Genève 3

Par Mohamed Habili

Contrairement à ce qui a été prévu, mais plus encore à l'engagement pris par John Kerry et Sergueï Lavrov tout récemment, précisément lors de la visite du premier à Moscou, effectuée juste avant pour mettre la dernière main à ses préparatifs, la rencontre de Genève devant réunir le régime syrien à l'opposition n'aura pas lieu aujourd'hui, 25 janvier. Une fois de plus, il est revenu au chef de la diplomatie américaine d'annoncer la nouvelle, c'est-à-dire pour la circonstance d'annuler le rendez-vous, ou plus exactement de le faire reporter, mais en prenant soin cette fois de ne pas lui fixer de date, ce qui laisse penser que le ou les obstacles sur lesquels il a buté ne sont pas de ceux qu'il serait facile de surmonter. En fait, du moins pour l'essentiel, on sait de quoi il s'agit : Russes et Américains ne s'entendent pas sur la composition du groupe chargé de parler au nom de toute l'opposition à Genève. Les Russes mettent en cause notamment la désignation du chef d'un groupe taxé par eux de terroriste à la tête de la délégation représentant l'opposition dans sa diversité, à l'issue de la conférence de Riad. Ils estiment que d'autres factions de l'opposition, réunies pour leur part en conférence tant au Caire qu'à Moscou, soit n'ont pas trouvé leur place au sein de cette délégation unique, soit ont refusé d'en faire partie par crainte de se compromettre avec des groupes à leurs yeux du même acabit que Daech ou Anosra.

Suite en page 3

Situation sécuritaire inquiétante aux frontières

L'Algérie sur tous les fronts



La situation sécuritaire est de plus en plus inquiétante aux frontières de l'Algérie avec le conflit libyen qui prend de graves tournures et le risque d'une intervention militaire occidentale en plus du contrôle des ressortissants étrangers soupçonnés de rallier les groupes terroristes. Lire page 3

Aménagement urbain à Amizour

Des habitants pressent les autorités par le blocage de la route

Page 24

Prévu pour le 28 janvier au Théâtre national algérien

Corason de Mexico en spectacle à Alger

Page 13

Agriculture

Sid-Ahmed Ferroukhi fixe à 2019 la fin de l'importation

Le gouvernement a fait de l'agriculture une de ses priorités en lançant des plans de développement et en accordant diverses subventions surtout après l'effondrement des prix du pétrole qui a propulsé ce secteur au-devant de la scène économique. L'objectif avoué est de stopper l'importation, notamment du blé, du lait et des viandes rouges.

Par Meriem Benchaouia

En matière agricole, l'Algérie n'est pas auto-suffisante et accuse depuis plusieurs années un déficit en matière de

Conseil présidentiel Le président libyen en visite de travail aujourd'hui en Algérie

LE PRÉSIDENT du Conseil présidentiel de Libye, Faiz Serradj, effectuera, à la tête d'une délégation, une visite de travail en Algérie aujourd'hui, a indiqué hier un communiqué des services du Premier ministre. Cette visite s'inscrit dans le cadre de «la poursuite des efforts de l'Algérie pour le parachèvement de la solution politique consensuelle entre Libyens, seule à même de préserver la souveraineté de ce pays frère et voisin, son intégrité territoriale et l'unité de son peuple», a précisé la même source. Cette visite, qui entre «dans le sillage du processus politique conduit par les Nations unies, soutenu aux plans régional et international, sera l'occasion de procéder à une évaluation de la situation en Libye et dans la région à la lumière des récents développements et d'examiner les perspectives de renforcement et de consolidation des relations bilatérales de coopération dans les divers domaines», a ajouté la même source. L'Algérie réaffirmera, à cette occasion, son «appui» à la Libye qui fait face à «de multiples défis, notamment ceux liés à la mise en place de nouvelles institutions, la lutte contre le terrorisme et le rétablissement de la paix et de la sécurité».

M. O.

Rencontre sur la sécurité nucléaire

Khebbi se rend en Californie

LE MINISTRE de l'Energie, Salah Khebbi, se rendra en Californie pour prendre part à une rencontre ministérielle sur la sécurité nucléaire prévue les 27 et 28 janvier dans cet Etat de la côte Ouest des Etats-Unis. «Cette rencontre entre dans le cadre du processus préparatoire du sommet sur la sécurité nucléaire qui se tiendra à la fin du premier trimestre 2016 à Washington», indique le ministère de l'Energie dans un communiqué. Au cours de sa visite, M. Khebbi aura une rencontre avec le secrétaire américain à l'Energie, Ernest Moniz, ajoute la même source.

R. N.

production, figé autour des 30%. Le déficit concerne, particulièrement, les céréales, le lait et les viandes rouges. Pour changer cet état de fait, le gouvernement a fait de l'agriculture une de ses priorités en lançant des plans de développement et en accordant diverses subventions surtout après l'effondrement des prix du pétrole qui a propulsé ce secteur au-devant de la scène économique. L'objectif avoué est de stopper l'importation, notamment du blé, du lait et des viandes rouges. Intervenant hier sur les ondes de la radio, le ministre de l'Agriculture, Sid Ahmed Ferroukhi, a dévoilé les principaux objectifs de son secteur. Il est question surtout de la réalisation de l'autosuffisance à partir de 2019. Le ministre a expliqué le déficit «par l'évolution démographique et l'augmentation de la demande qu'elle induit». Il rappelle que «le plan quinquennal s'étalant jusqu'en 2019 vise à booster la production agricole en accélérant notamment la mécanisation», indiquant, à cet effet, que le secteur s'équipe, chaque année, «de 6 000 tracteurs et de 500 moissonneuses batteuses». Pour augmenter les productions agricoles, il a expliqué que «des efforts vont continuer à être entrepris afin de faire passer, dans peu de temps, de 200 000 à 600 000 hectares les irrigations d'appoint au bénéfice de la céréaliculture avec l'objectif d'atteindre les 1,2 million d'hectares, puis les 2 millions d'hectares en 2019». Les autres efforts vont consister, selon Ferroukhi, à organiser les



Ferroukhi, un ministre de dossiers et de terrain

filières céréalières, laitières et des viandes rouges, en particulier, en mettant l'accent sur le savoir-faire des agriculteurs par le biais de la formation et un meilleur accès aux techniques de vulgarisation. Selon ses dires, il va être possible, à l'horizon 2019, de stopper les importations de lait (350 000 tonnes/an) et de celles des viandes rouges (50 000 tonnes/an) en développant l'engraissement des taurillons. Dans le même temps, a-t-il poursuivi, en plus de la date, il va être possible d'investir les marchés étrangers avec le concentré de tomate, la pomme de terre et des produits arboricoles. Il a confirmé, d'autre part, que les aliments du bétail, le maïs, le tourteau et les viandes rouges, figuraient parmi

les produits agricoles appelés à être soumis à l'octroi de licences d'importation. Le ministre de l'Agriculture a assuré, enfin, que l'Etat allait continuer à apporter son soutien aux agriculteurs afin de réaliser les objectifs de développement fixés. Concernant l'aquaculture, l'année 2016 verra le lancement (déjà lancé en janvier) de la bonification des taux d'intérêts des crédits d'exploitation, l'accompagnement des projets d'investissement privés, la réception des zones d'activité aquacole de Boumerdès, la finalisation de l'étude de la zone d'activité aquacole de Mostaganem, la livraison du projet de crevettilculture de Ouargla, l'entrée en production de 6 600 tonnes des projets aquacoles, ainsi que la

création d'une association nationale et de wilaya d'aquaculteurs. L'année écoulée, les services compétents du ministère, selon le ministre, ont pu recenser 241 exploitations agricoles faisant de la pisciculture dans leurs bassins d'irrigation, identifier 33 zones d'activités aquacoles dont 14 affectées par arrêté du wali et la signature de la prise en charge de l'assurance du cheptel vivant d'aquaculture en cas de sinistre. Au total aussi, ce sont 45 projets qui ont été analysés et 19 entrées en production, auxquels on peut ajouter les projets pilotes de Boukais (Béchar), Harreza (Ain Defla), l'écloserie de Tabia (Sidi Bel-Abbès) et la livraison de 4 centres de pêche.

M. B.

En visite de travail dans la wilaya de Djelfa

Boudiaf met en garde contre une gestion opaque de l'argent de l'Etat

«J'ai des mauvais souvenirs de la wilaya de Djelfa sur une gestion opaque du marché concernant les équipements pour les hôpitaux», c'est en ces termes que le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf a mis en garde les responsables du secteur de la santé de la wilaya de Djelfa et les personnes en charge de quelques projets en cours. En visite de deux jours dans cette wilaya, le ministre de la Santé a averti les responsables en charge de son secteur dans cette wilaya. «Je suis au courant des mainmises de certains gestionnaires concernant le détournement de l'appel de l'offre», a-t-il reconnu.

Le grave dérapage du wali de Djelfa

«Arrêtez de vous plaindre comme des frustrés. Vous m'avez intimidé. Vous manquez de civisme. C'est la dernière fois je vous ramène un ministre de l'Etat». C'est en ces termes violents que le wali de Djelfa a répondu aux citoyens qui voulaient à tout prix interpellier Abdelmalek Boudiaf sur certains dysfonctionnements du secteur de la santé et sur le laisser-aller des responsables du secteur dans cette wilaya. Pis encore, la délégation des journalistes qui accompa-



gnait le ministre a été empêchée de faire son travail et assurer la couverture, par la délégation de la wilaya qui se bousculait à l'intérieur de chaque point que le ministre a visité. Des journalistes ont été violentés par la même délégation. Le ministre en revanche,

en constatant la foule de citoyens qui voulaient l'interpeller, s'est faufilé au milieu d'eux, en leur donnant la parole. Par ce geste, des citoyens ont même salué le ministre qui a écouté leurs doléances.

Louiza Ait Ramdane

Situation sécuritaire inquiétante aux frontières

L'Algérie sur tous les fronts

■ La situation sécuritaire est de plus en plus inquiétante aux frontières de l'Algérie avec le conflit libyen qui prend de graves tournures et le risque d'une intervention militaire occidentale en plus du contrôle des ressortissants étrangers soupçonnés de rallier les groupes terroristes.

Par Nacera Chennafi

L'Algérie est de jour en jour confrontée à de grands risques sécuritaires avec la dégradation de la situation en Libye, qui connaît une vraie montée de l'activité terroriste causée, notamment par l'infiltration de l'organisation Etat islamique (Daech) et le risque d'une nouvelle intervention militaire occidentale si la solution politique n'aboutit pas. Dans ce contexte, l'Algérie renforce le déploiement des membres de l'Armée nationale populaire au niveau de ses frontières et ces derniers jours, l'ANP multiplie les opérations de récupération d'armes et d'arrêt des contrebandiers et des migrants clandestins.

Selon des sources médiatiques, les autorités algériennes auraient empêché 270 ressortissants marocains de voyager via l'aéroport d'Alger vers la Libye. Les Marocains détenteurs de documents justifiant leur présence dans ce pays ne sont pas concernés. Il n'est pas écarté que ces ressortissants marocains projetaient de rallier les groupes armés terroristes en Libye sachant que la stratégie de Daech est connue pour le recrutement des combattants étrangers.

L'Algérie n'a pas tardé à réagir face à ce flux inhabituel des ressortissants marocains. A cet effet, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a reçu samedi à Alger, l'ambassadeur du Maroc en Algérie pour porter à sa connaissance un flux «massif» et «inhabituel» de Marocains à destination de la Libye à travers l'Algérie. «La question du flux massif et inhabituel de ressortissants marocains en provenance de Casablanca à destination de la Libye à travers l'Algérie, constaté ces dernières semaines, a été portée à la connaissance de l'ambassadeur du Maroc», précise le communi-



Ph/D. R.

qué.

A ce propos, le ministre a souligné que le contexte sécuritaire actuel particulièrement sensible impose la plus grande vigilance, ajoutant que ce contexte exige le renforcement de la coopération entre les pays de la sous-région, à l'instar de celle existant entre l'Algérie et la Tunisie en matière notamment de rapatriement de leurs ressortissants respectifs. M. Messahel a informé l'ambassadeur «de la décision des autorités algériennes de permettre, pour cette fois-ci et à titre exceptionnel, le transit des ressortissants marocains actuellement à Alger, détenteurs de documents de séjour ou de travail en Libye. Les voyageurs ne disposant pas de justificatifs motivant leur déplacement en Libye, feront, quant à eux, l'objet d'un rapatriement vers leur pays d'origine». A cet effet, il a été annoncé que l'Algérie mettra à disposition un moyen de transport pour assurer le retour au

Maroc de ces ressortissants qui ont bénéficié d'un traitement conforme aux valeurs d'hospitalité du peuple algérien. Il faut savoir aussi que l'Algérie connaît un flux de migrants syriens sur son sol qu'elle soumet à une haute surveillance.

Sur le terrain, l'ANP continue ses opérations pour la sécurisation des frontières. Selon un communiqué du MDN, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel d'Adrar (3^e Région militaire) a mis en échec, le 24 janvier 2016, une tentative d'introduction d'un important lot d'armements et de munitions suite à une patrouille de reconnaissance au sud d'Adrar près des frontières. L'opération a permis de saisir 6 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil mitrailleur de type FMPK, six grenades, des moyens de détonation et 1 488 balles de différents calibres. La même source ajoute qu'un détachement

relevant du secteur opérationnel de Tébessa (5^e Région militaire) «a arrêté, hier, quatre éléments d'une cellule de soutien aux groupes terroristes». Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières, l'ANP a appréhendé vingt contrebandiers et dix-sept immigrants clandestins de différentes nationalités.

Il est à savoir que la situation sécuritaire en Libye continue de se dégrader, notamment avec les dernières attaques terroristes dans le nord du pays, alors que la communauté internationale appelle les différentes parties antagonistes à l'approbation du gouvernement d'union nationale, au moment où les Occidentaux envisagent d'ores et déjà une intervention militaire. L'Algérie qui a toujours plaidé pour une solution politique est consciente du risque d'une éventuelle intervention militaire.

N. C.

Fonds de régulation des recettes (FRR)

Les versements en chute de plus de 80%

Les versements au Fonds de régulation des recettes (FRR) ont chuté de plus de 80% durant les 10 premiers mois de l'année 2015 en s'établissant à 255,95 milliards de dinars (mds DA) contre 1 307,36 mds DA durant la même période de 2014, a appris l'APS auprès du ministère des Finances.

Quant aux prélèvements opérés à partir de ce Fonds, destinés à financer le déficit du Trésor public, ils ont atteint 1 850 mds DA entre janvier et octobre 2015 contre 2 965,67 mds DA durant la même période de 2014.

A rappeler que les avoirs du FRR, un fonds alimenté de l'écart entre la fiscalité pétrolière effectivement recouvrée et celle budgétisée sur la base de 37 dollars/baril, étaient de 4 488,2 mds de DA à la fin 2014. Durant les années précédentes, lorsque le

baril de brut valait 100 dollars et plus, le FRR était alimenté dès les mois d'avril-mai de chaque année, alors qu'en 2015, en raison de la chute drastique des cours pétroliers, le fonds n'avait commencé à être alimenté qu'à partir de septembre dernier, a précisé la même source à l'APS.

Ce qui signifie que le FRR n'a enregistré aucune plus-value entre janvier et fin août 2015, alors que les prélèvements ont continué à être opérés.

La fiscalité pétrolière recouvrée durant les dix premiers mois de 2015 a totalisé 1 978,9 mds DA contre 2 885 mds DA durant la même période de 2014, soit une baisse de 31,4% en un an.

La fiscalité budgétisée dans la loi de finances complémentaire 2015 a été de 1

722,94 mds DA.

Quant aux recouvrements de la fiscalité ordinaire, ils ont atteint 1 897,65 mds DA durant les dix premiers mois de 2015 contre 1 720,63 mds DA sur la même période en 2014 (+10,3%).

Les recettes budgétaires effectives ont totalisé 4 030,19 mds DA durant la même période contre des dépenses budgétaires de 6 244 mds DA, soit un déficit global du Trésor de 2 338,83 mds DA, financé essentiellement à partir du FRR (contre un déficit de 2 264,55 mds DA durant la même période en 2014).

A souligner que la moyenne annuelle des prix du brut algérien, Sahara Blend, est passée à 52,79 dollars en 2015 contre 99,68 dollars en 2014, en chute de 47% sur un an.

Salem Khelil

LA QUESTION DU JOUR

Report sine die de Genève 3

suite de la page Une

Complet renversement de perspective : si en effet le passé, c'était la délégation représentant le régime syrien qui posait problème, quand il s'agissait de lancer des négociations directes, c'est désormais celle de l'opposition qui est mise en cause par le camp adverse. Genève 3 est ajourné sine die non pas parce que les négociateurs désignés par Damas sont récusés sans appel par l'opposition, mais parce que ceux de l'opposition réunie à Riad, ou du moins certains d'entre eux, hérissent le poil aussi bien de Damas que des autres fractions de l'opposition. Après cela, le chef de la diplomatie américaine peut toujours expliquer le report par le désaccord qui jusqu'à a en effet empêché les pourparlers de paix de se nouer, à savoir le sort à réserver au président syrien, tout le monde voit bien qu'en l'espèce le point d'achoppement est ailleurs, qu'il se situe dans le camp des alliés des Etats-Unis, non du côté de ceux de la Russie. La liste à expurger des noms les plus exposés à l'accusation de terrorisme, c'est elle qui a été confectionnée à Riad sous l'égide de l'Arabie saoudite. Ni celle qui a été dressée à Moscou, ni celle qui l'a été au Caire, ne sont en cause. D'ici à ce que les pays de la région ayant fait du départ de Bachar al Assad le préalable à toute négociation, davantage peut-être que l'opposition syrienne la plus maximaliste, bien de l'eau aura coulé sous les ponts. On peut même douter que Damas et Moscou acceptent un jour de négocier avec des organisations qu'ils ont commencé par qualifier de terroristes, et que pour certaines du moins, ils ne sont pas les seuls à considérer comme tels. Une liste de ces organisations terroristes à exclure absolument des négociations devait être faite, qui a été confiée aux soins de la Jordanie, mais qui n'est toujours pas dressée. Et pour cause, des pays de la région portent à bout de bras certaines d'entre elles, si ce n'est toutes celles figurant dans la liste noire de Damas et de Moscou. S'il est un camp qui doit faire des concessions à cet égard, ce n'est pas le leur, mais le camp adverse. C'est que celui-ci n'est pas aussi uni qu'ils le sont eux-mêmes. Les Etats-Unis, en effet, et leurs alliés européens, n'ont pas besoin d'être beaucoup poussés pour faire porter sur la liste noire nombre de groupes en lutte contre le régime syrien.

M. H.

Tebboune fixe les délais de livraison des programmes lancés en 2013

«24 mois maximum pour la réalisation d'un projet d'habitat»

■ *Insistant sur la livraison au courant de cette année des programmes d'habitat de différentes formules lancés à travers le pays en 2013, le ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, a fixé 24 mois pour la réalisation des projets de son secteur.*

Par Thinhinene Khouchi

Suite au retard que connaît la réalisation de certains projets d'habitat de différentes formules lancés en 2013 dans les wilayas du pays, le ministre de l'Habitat a fixé les délais de réalisation des projets de son secteur. «Les délais de réalisation des projets d'habitat ne doivent pas dépasser 24 mois au maximum», a-t-il souligné. Insistant plusieurs projets d'habitat au niveau du nouveau pôle urbain dans la localité d'El Hachm, dans la commune de Sayada, dans le cadre de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Mostaganem, le ministre a appelé, dans ce sens, à encourager les entreprises de jeunes bénéficiant de crédits au titre de l'Agence nationale de soutien de l'emploi de jeunes (Ansej) à prendre en charge les travaux internes des projets d'habitat dont l'électricité, la plomberie et autres, et d'impliquer les micro-entreprises en leur donnant des lots de projets d'habitat afin de rattraper le retard accusé par certains. M. Tebboune a insisté également sur l'encouragement des investisseurs privés à réaliser des équipements publics, surtout de loisirs, pour améliorer le cadre de vie au sein des nouveaux pôles urbains. Il a demandé, par ailleurs, à impliquer le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels pour former des travailleurs

dans les métiers du bâtiment, à l'instar de chef des travaux, de chef d'équipe et autres, qui sont des métiers d'avenir procurant un meilleur revenu. Il a exhorté à adapter la formation professionnelle aux nouvelles données du secteur du bâtiment et des matériaux de construction nouveaux en insistant sur l'utilisation des matériaux locaux. Le ministre a procédé à l'inauguration d'une piscine semi-olympique dans la daïra d'Ain Tedèlès. Le programme de cette visite prévoit l'inspection des projets de 720 logements publics locatifs (LPL) dans la commune de Kheireddine, de 400 logements promotionnels publics (LPP) à Mazaghran et d'une unité de production de céramique à Souafliia dans le cadre d'un partenariat. En ce qui concerne les matériaux de construction qui servent à réaliser ces projets d'habitat, ils ont enregistré une vraie hausse des prix depuis le début de cette



année 2016. En effet, le ciment est passé de 550 DA à 850 DA le sac de 50 kg, soit plus de 550 DA par rapport au prix d'usine. Le prix du quintal d'acier a bondi de 2 000 DA le quintal pour

atteindre les 8 000 DA, selon des revendeurs et des promoteurs immobiliers. «Il y a un déséquilibre flagrant entre l'offre et la demande. De plus, les cimenteries ont ajouté environ 30 DA sur

les prix d'usine suite à la hausse des carburants depuis le 1^{er} janvier», affirment certains revendeurs de matériaux de construction.

T. K.

«La rationalisation des dépenses a permis de renforcer les moyens de production»

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune a souligné, dimanche à Mostaganem, que la rationalisation des dépenses dans le secteur du bâtiment a permis de renforcer les moyens de production nationale. En visitant l'exposition de matériaux de construction à l'unité de production de céramique de la commune de Souafliia, le ministre a indiqué que la politique de rationalisation des dépenses a permis de relancer l'activité des entreprises de production de matériaux de construction, affirmant que la production nationale couvre les besoins et crée des postes d'emploi. En dépit de la chute des prix du pétrole, le taux de croissan-

ce dans le secteur du bâtiment a atteint 4%, a affirmé M. Tebboune, ajoutant que 2016 sera l'année d'attribution de logements dans la wilaya de Mostaganem avec la distribution de 8 000 logements dont 6 000 de différents programmes et 2 000 de location-vente AADL. Des pré-affectations de logements location-vente seront remises, au courant du mois de mars prochain dans la wilaya, aux souscripteurs AADL 2001 et 2002, soit 410, ainsi que ceux de 2013 estimés à 5 400, a-t-il annoncé. Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a insisté sur la nécessité d'éviter, à l'avenir, la réalisation d'habitations rurales collectives, estimant que l'objectif de ce programme est de stabili-

ser la population dans leurs régions d'origine. Le ministre a procédé dans la commune de Souafliia à la remise de 4 actes de concession pour la concrétisation de projets d'investissement privé dans le bâtiment. En outre, il a inspecté, dans la wilaya de Mostaganem, plusieurs projets d'habitat au nouveau pôle urbain de la localité d'El Hachm dans la commune de Sayada et inauguré une piscine semi-olympique dans la daïra d'Ain Tedèlès. Le programme de visite comporte aussi l'inspection de deux projets de 720 logements publics locatifs (LPL) à Kheireddine et de 400 autres publics promotionnels (LPP) à Mazaghran.

O. B.

Béjaïa Ouverture d'un concours de recrutement d'agents de police

LES SERVICES des ressources humaines de la sûreté de wilaya annonce que la direction générale de la Sûreté nationale (services des ressources humaines) ouvre un concours de recrutement d'agents de police au titre de l'année 2015. Le concours est destiné aux jeunes des deux sexes, âgés entre 19 et 23 ans, de niveau 3^e AS et aux jeunes dont le niveau est 1^{er}, 2^e et 3^e années universitaires. Les dossiers doivent être déposés entre le 21 janvier et le 26 février de l'année en cours au niveau des services des ressources humaines des sûretés de daïra et de la sûreté de wilaya, indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

H. C.

Tizi Ouzou/ Autoroute Est-Ouest

Le chantier de la pénétrante freiné par plusieurs contraintes

Les travaux de réalisation de la pénétrante à l'autoroute Est-Ouest de Tizi Ouzou avancent lentement et ont atteint actuellement un peu plus de 14%. Pour le lot routes, plus de 29 km sur les 36 km situés sur le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou ont connu des travaux de terrassement et d'ouverture sur le tracé. Les oppositions enregistrées à certains endroits du tracé freinent la cadence des travaux de réalisation lancés depuis mars 2014 pour un délai de livraison de 36 mois. Selon un état des lieux établi par la direction des travaux publics de la wilaya de Tizi Ouzou, plusieurs contraintes attendent d'être levées sur le tracé, notamment des sites abritant des cimetières, des installa-

tions électriques et le relogement d'une vingtaine de familles d'une cité à Ait Yahia Moussa. Alors que la construction de trois tunnels, dont deux à Ait Yahia Moussa, n'a pour le moment pas démarré.

Pour rappel, ce projet de la pénétrante devant relier, sur une distance de 48 km, la wilaya de Tizi Ouzou à l'autoroute Est-Ouest à hauteur de l'échangeur de Djebahia, dans la wilaya de

Bouira, inscrit dans le cadre quinquennal 2010-2014, a bénéficié d'une autorisation de programme de 20 milliards de DA. Il a été confié à un groupement algéro-turc.

Hamid M.

La route qui tue

9 morts et 7 blessés durant les dernières 24 heures

NEUF personnes ont été tuées et sept autres blessées dans quatre accidents de la route survenus durant les dernières 24 heures à l'échelle nationale, a indiqué, hier, la direction générale de la Protection civile. Le bilan le «plus lourd» a été enregistré dans la wilaya de Biskra où cinq personnes ont été tuées et une autre blessée dans la collision entre un véhicule léger et un camion semi-remorque sur la route nationale (RN) n°46, au lieu-dit Zaatcha, dans la daïra de Tolga, a précisé la même source dans un communiqué. Dans la wilaya de M'sila, trois personnes sont mortes lors du dérapage de leur véhicule qui a percuté un poteau électrique, au village Kharmam dans la commune de Benzouh. Les secours de la Protection civile sont, en outre, intervenus pour l'extinction de six incendies urbains et industriels enregistrés dans les wilayas de Mascara, Ouargla, Chlef, Laghouat et Alger. L'incendie enregistré à Alger a causé le décès de deux enfants, âgés respectivement d'un mois et de trois ans, et des blessures à une troisième personne, a déploré la même source.

K. L.

Industrie/ Horizon 2016-2022

Le groupe public Mécanique établit sa feuille de route

■ Créé depuis près d'une année suite à la réorganisation du secteur industriel marchand, le groupe public Mécanique a défini son plan d'action pour la période 2016-2022, a indiqué à l'APS son P-dg, Bachir Dehimi.



Par Fatima Bouhaci

Ce groupe repose sur trois filières industrielles : équipements industriels et hydrauliques (EIH), machinisme agricole et embarcations de pêche (MAG), et matériels roulants et de travaux publics (MRTP). Pour concrétiser son programme, un contrat de performance sera signé, en février prochain, en vertu duquel le groupe s'enga-

gera vis-à-vis du ministère de l'Industrie et des Mines à réaliser ses objectifs, comme il le paraphe dans des contrats de performance avec chacune de ses 38 filiales pour la mise en œuvre de leurs plans d'actions respectifs. En somme, la feuille de route est axée autour du développement des activités existantes de ce groupe à travers la modernisation de la gamme des produits et l'amélioration de leur qualité, ainsi que des activités complé-

mentaires telles que la fonderie et la sous-traitance, explique le même responsable. Actuellement, le groupe est présent sur le marché à travers notamment la fabrication de moissonneuses-batteuses à Sidi Bel-Abbès (1 000 unités/an), de tracteurs Massy-Ferguson à Constantine (2 000 unités/an), de moteurs Mercedes-Benz-Deutz-MTU à Constantine (25 000 moteurs/an) et des engins de travaux publics de la marque

allemande Liebherr (500 engins/an) ainsi que la visserie et boulonnerie industrielles. Récemment, le groupe a créé une société de fabrication de matériels agricoles en partenariat avec le constructeur portugais Galucho, qui devra entrer en production au cours de l'année 2016 à Sidi Bel-Abbès. Un autre contrat a également été conclu avec la société française Piriou pour la construction de bateaux de pêche et de servitude à Bouharoune : «L'ancienne activité consistait à fabriquer de petites embarcations en bois, alors que nous visons la réalisation de plus grands bateaux de pêche en bois et en métal». En plus de véhicules spéciaux pour la Défense nationale, le groupe produit également des compacteurs de marque espagnole (Europactor) grâce à un partenariat avec l'Entreprise nationale des machines de travaux publics (Enmtp, filiale du groupe public Mécanique). Quant au coût de ces investissements réalisés ou en cours de réalisation, il se chiffre à 42 milliards DA dont 4 milliards DA en autofinancement. Pour ce qui concerne les projets retenus dans le plan

2016-2022, il est prévu la réalisation d'une nouvelle fonderie à Constantine (14 000 à 15 000 tonnes/an) qui viendra renforcer celle de la même wilaya (3 000 t/an) et de la rénovation de celle de Berrouaghia (Alger) d'une capacité de 8 000 t/an. Par ailleurs, le groupe compte renforcer ses investissements dans la production des moyens de fixation (vis et boulons destinés à l'industrie), des vannes pour le secteur des hydrocarbures, les appareils de forage ainsi que les équipements pour les énergies renouvelables. L'autre créneau essentiel retenu par la feuille de route du groupe est celui de la sous-traitance qui sera développée à travers la création de filiales spécialisées dans cette activité tout en accompagnant les sous-traitants privés et en établissant des partenariats avec des étrangers. Il s'agit de constituer «un important réseau de sous-traitance qui représente une activité stratégique parce que complémentaire à celle du cœur du métier de la construction mécanique», explique M. Dehimi. De surcroît, la mise sur pied d'une filiale engineering est également retenue et pour laquelle des négociations sont en cours avec un partenaire français, sachant que le groupe public mécanique recourt jusqu'à maintenant à l'expertise étrangère pour cette activité. Questionné sur l'impact financier des projets déjà réalisés, le même responsable indique que cela avait permis de réaliser un chiffre d'affaires de 51 milliards DA en 2015, soit le quintuple de celui de 2008, et table sur un chiffre d'affaires de 106 milliards DA à la fin de l'échéance du plan 2016-2022. Doté d'un capital de social de 35 milliards DA, ce groupe public, créé à partir de l'ex-SGP Equipag (entreprise publique des industries mécaniques), emploie près de 9 000 personnes.

Ali O.

F. B./APS

Matériaux de construction

Facture d'importation en baisse, quantité en hausse

La facture d'importation des matériaux de construction a baissé en 2015 pour s'établir à 2,54 milliards de dollars (mds usd) contre 3,35 mds usd en 2014, soit un recul de 24,1%, selon les Douanes. Mais les quantités importées globales ont enregistré une hausse en s'établissant à 12,73 millions de tonnes (mt) en 2015 contre 10,65 mt en 2014, soit une progression de 19,45% en volume, précise le Centre national de l'information et des statistiques des douanes (Cnis). Ainsi, la facture d'importation des ciments (non pulvérisé, portland, alumineux, hydraulique...) a atteint 473,81 millions usd (6,6 mt) contre 537,8 millions usd (6 mt), en baisse de près de 12% en valeur et en hausse de 9,55% en volume. Pour les importa-

tions de bois, la facture est passée à 639,82 millions usd (3,08 mt) contre 846,65 millions usd (1,53 mt), soit une baisse de 24,43% en valeur et une hausse de 101% en volume. La facture d'importation de fer et d'acier a également enregistré une baisse en se chiffrant à 1,38 md usd contre 1,88 md usd (-26,7%), tandis que les quantités importées ont diminué à 2,99 mt contre 3,04 mt (-1,6%). Pour ce qui concerne les importations des produits en céramique (briques, dalles, carreaux et autres articles similaires), la facture a baissé à 47,65 millions usd contre 80,71 millions usd (-41%), alors que les quantités importées ont reculé à 48.554,51 t contre 53.025,89 t (-8,43%). En somme, cette tendance baissière

de la facture des importations des matériaux de construction, entamée depuis le début de l'année 2015, s'explique essentiellement par la baisse des cours mondiaux de la plupart de ces produits ainsi que par l'encouragement par les pouvoirs publics de l'utilisation des matériaux de construction fabriqués localement afin de promouvoir la production nationale et de freiner l'accroissement des importations. Les promoteurs, chargés de la réalisation des différents projets financés totalement ou partiellement par l'Etat, ont été interdits, depuis fin 2014, de recourir aux matériaux importés si le même produit est fabriqué localement et présente une qualité égale.

Pétrole

Un déficit de production mondiale de 8 mbj attendu en 2020

La production mondiale de pétrole devrait connaître un déficit de 8 millions de barils par jour (mbj) d'ici à 2020, a estimé le P-dg de la compagnie pétrolière française Total, Patrick Pouyanné. «La production annuelle de brut aura décliné de 20 millions de barils par jour d'ici à cinq ans, à cause du déclin naturel des champs qui sont actuellement en production. Si l'on y ajoute le fait que la demande mondiale devrait progresser, il pourrait manquer, d'ici à 2020, l'équivalent de 8 mbj de production», a prédit M. Pouyanné dans

une interview publiée par L'Express. Dans ce sens, le patron de Total considère que les prix du baril remonteront car, a-t-il aussi expliqué, «les grands acteurs pétroliers baissent drastiquement leurs investissements» qui ne dépasseront pas les 500 milliards en 2016, alors qu'ils s'élevaient à plus de 700 milliards de dollars en 2014. Néanmoins, a-t-il poursuivi, le prix du baril de pétrole devrait rester bas en 2016, relevant que la Chine reste «l'une des grandes inconnues» du marché pétrolier, dans la mesure où personne ne

sait si «elle a suffisamment stocké» ou si «elle va tirer la demande». «Tout ce que l'on peut dire, c'est que les cycles que nous avons connus ces dernières années sont très violents, avec un prix du baril qui est passé, en moins de quinze ans, de 20 dollars à plus de 100, avant d'être divisé par 3», a-t-il constaté dans son analyse sur le marché pétrolier. Selon lui, la baisse des prix du pétrole «est avant tout un phénomène de marché», relevant que depuis 2014, il y a une offre «surabondante» de brut. Cette surabondance est due à la

conjonction de deux phénomènes : «La mise en service de nombreux projets pétroliers, dits "conventionnels", et l'essor de la production "non conventionnelle", à savoir l'exploitation du pétrole de schiste aux Etats-Unis», a-t-il expliqué. Avec la nette augmentation de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis, «la demande mondiale n'a pu absorber cette croissance des capacités de production», a-t-il ajouté, faisant remarquer que les Saoudiens «ont compris que le pétrole de schiste présentait un potentiel important et qu'ils

n'arriveraient pas à le contrôler», alors ils ont décidé de laisser le marché trouver son nouveau point d'équilibre, a ajouté le P-dg de Total. Concernant l'impact de la situation du marché pétrolier sur Total, il a indiqué que la production de son entreprise va croître de 9% mais tout en réduisant son niveau d'investissement : «Nous poursuivons aussi notre programme de réduction des coûts, sans licenciements. Nous aurons besoin de nos équipes quand le marché se retournera».

R.E.

Aïn Témouchent

Lancement de l'informatisation des bureaux de poste

■ L'opération d'informatisation des bureaux de poste (IBP) a été lancée en fin de semaine à Aïn Témouchent, a-t-on appris du directeur de l'antenne locale d'Algérie Poste.

Par Salim L./APS



Ce service, qui concerne l'informatisation des bureaux de poste de la wilaya pour pouvoir appliquer des programmes concernant le retrait et le dépôt d'argent, entre autres, est en exploitation pour faciliter la mission des travailleurs d'Algérie Poste et améliorer les prestations pour la clientèle, a indiqué Yerrou Mustapha. La wilaya d'Aïn

Témouchent figure parmi les cinq wilayas qui ont bénéficié de ce système, après celles d'Oran et d'Alger, permettant aussi d'effectuer des opérations de monétique, de mandatement et autres dans des délais très courts, a-t-il ajouté. Intervenant lors d'une réception en l'honneur de M^{me} Bellaili, agent au bureau de poste d'Aïn Larbâa, qui s'est illustrée par le plus grand nombre d'opérations postales

effectuées durant le mois de décembre écoulé, le responsable local d'Algérie Poste a mis l'accent sur le dévouement, la disponibilité et les compétences des formateurs. Cette opération d'informatisation des bureaux de poste a touché, en l'espace d'une année, 1 300 bureaux de poste à travers le territoire national, a-t-on rappelé. En parallèle, une enveloppe de 72 millions DA sur le budget de

wilaya a été allouée pour la réhabilitation des bureaux de poste de la wilaya et l'amélioration des conditions d'accueil de la clientèle et des conditions de travail des agents, a encore fait savoir le responsable. S'insérant dans le cadre de l'amélioration du service public, cette enveloppe a permis de concrétiser plusieurs actions au niveau de nombreuses communes de la wilaya, a-t-il ajouté tout en rappelant l'ouverture de bureaux de poste de proximité, à l'instar de celui lancé le 9 décembre dernier au centre universitaire «Belhadj-Bouchaib» d'Aïn Témouchent. D'autres bureaux de proximité, visant le rapprochement d'Algérie Poste de ses clients, seront ouverts au niveau de l'Etablissement hospitalier «D Benzerdjeb» du chef-lieu de wilaya, ainsi qu'au niveau de la commune d'Aïn Larbâa et du village de Bailliche relevant de la collectivité locale d'Ouled Boudjemaa, a-t-il annoncé.

S. L./APS

Tamanrasset

90 stations MSAN mises en service

Quelque 90 stations de télécommunications d'accès multiservices – MSAN – ont été mises en service à travers la wilaya de Tamanrasset, permettant de promouvoir la qualité de service de l'internet et le désenclavement des zones reculées, a-t-on appris des responsables locaux de l'entreprise Algérie Télécom (A.T).

Ces équipements mis en service figurent parmi les 95 stations programmées sur l'ensemble du territoire de la wilaya, y compris la nouvelle circonscription d'In-Salah et les localités éloignées, après l'achèvement des opérations à large échelle de raccordement

au réseau fibre optique. Parmi ces opérations, le raccordement de la daïra frontalière de Tin-Zaouatine au départ de la daïra de Silet sur 350 km et le raccordement de la région d'Amguid au départ de Foggaret Ezzoua via Tamesguida, sur une distance de 280 km, le raccordement des villages relevant de la commune d'Abalessa, à l'instar de Taherat, Tfiret, Selbourak et Tsarat sur 60 km, a révélé le directeur de l'unité opérationnelle d'A.T de Tamanrasset, Abderahmane Adjela. Les cinq stations restantes et projetées à Terhanent, Tin-Tarabine, Andelag, Tahift et Tighenouine, seront installées dans le cou-

rant de 2016, selon la même source. Dans le même contexte, un mini-centre de télécommunications est en cours de réalisation au niveau de la région frontalière d'In-Guezam et disposera d'un centre téléphonique de 500 abonnés, renforcé par un département commercial, sachant que le taux d'avancement des travaux de ce projet, d'un coût de 70 millions DA, avoisine les 90%. Dans le but d'assurer un meilleur accès à l'Internet, il sera procédé prochainement à l'installation de techniques de haut débit (Soft Switch), selon le même responsable.

Hani A.

In-Salah

Formation au profit de jeunes dans l'agriculture

Quelque 25 jeunes éligibles aux dispositifs de soutien à l'emploi bénéficient d'une session de formation dans le domaine de l'agriculture, dans le but de réussir leurs projets au niveau des communes relevant de la circonscription administrative d'In-Salah, a-t-on appris auprès de la délégation locale des services agricoles. Ces jeunes, répartis entre les communes d'In-Salah,

In-Ghar et Foggaret-Ezzoua, bénéficient de sessions de formation de trois mois, lancées dans le courant de ce mois, en collaboration avec le centre de formation professionnelle et d'apprentissage Bernis-Mohamed à In-Salah, a-t-on indiqué. Ils vont bénéficier d'une formation devant leur permettre de profiter des différents organismes de soutien à l'emploi des

jeunes, préconisée par l'Etat dans le domaine des activités agricoles, à l'instar de la phœniciculture, la plasticulture et l'élevage, a-t-on précisé.

Ces sessions s'inscrivent dans le cadre de la convention entre les secteurs de la formation professionnelle et de l'agriculture, d'une part, et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), d'autre part, et

visant à valoriser les ressources humaines et impulser l'activité agricole et le développement rural.

L'accord vise également la promotion des métiers et des activités locales ainsi que de dynamiser l'emploi et élargir les horizons d'insertion professionnelle des jeunes dans le domaine agricole.

A.F./APS

Mascara

Octroi de concessions du foncier industriel à 76 investisseurs

Plus de 76 investisseurs de Mascara ont obtenu des actes de concession du foncier industriel, a-t-on appris du directeur de l'agence foncière de wilaya.

La remise de ces actes lors d'une cérémonie présidée par le wali de Mascara, Salah El Affani, intervient après l'étude des dossiers des investisseurs bénéficiaires au niveau de la commission de wilaya compétente, a-t-on indiqué.

Il a été décidé l'octroi d'assiettes dans les

zones industrielles et d'activités selon la nature des investissements proposés et leur volume, a ajouté Mustapha Boudaa.

Les investisseurs ont obtenu, selon la même source, 15 assiettes dans la nouvelle zone industrielle à Oggaz, 3 assiettes à la zone industrielle de Mascara et le restant dans 20 zones d'activités réalisées dans les communes.

Les 76 projets, dont les investisseurs ont obtenu des actes de concession et qui

devront générer quelque 2 500 emplois, sont répartis sur plusieurs secteurs productifs dont l'agroalimentaire, en harmonie avec la vocation agricole de la wilaya de Mascara. Le wali de Mascara a insisté, selon le directeur de l'agence foncière de wilaya, sur l'accélération de l'étude des dossiers dans un délai ne devant pas dépasser deux semaines, en application de la stratégie de soutien à l'investissement et de levée des obstacles.

N.O./Agences

M'sila

300 foyers raccordés au gaz naturel à Ouanougha

TROIS CENTS foyers ont été raccordés au réseau de distribution du gaz naturel durant cette semaine dans la commune de Ouanougha (à 60 km au nord-ouest de M'sila), a-t-on appris auprès des services de l'Assemblée populaire communale (APC). L'opération d'alimentation en gaz naturel, destinée à plus de 3 000 foyers dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, porte sur la réalisation de réseaux de transport et de distribution du gaz sur une trentaine de kilomètres, selon les services de la direction de l'énergie. Le coût global du projet destiné à cette commune touchée par le séisme de 2010 est de plus de 400 millions DA, a indiqué la même source, ajoutant qu'à ce jour plus de 600 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel à Ouanougha, commune située dans une zone montagneuse. Le reste du programme à réaliser à Ouanougha, soit plus de 2 000 branchements au réseau de gaz naturel, sera réceptionné avant la fin du troisième trimestre de cette année, a précisé la même source. Le taux de couverture en gaz de ville dans la wilaya de M'sila est de 50% et devra atteindre les 80% après le raccordement de 10 communes restantes sur les 47 collectivités locales que compte la wilaya. A.P.

Relizane

Attribution de 432 logements sociaux locatifs

PAS MOINS de 432 logements sociaux locatifs ont été attribués à Relizane, a-t-on constaté. Le secrétaire général de la wilaya, Abbès Bedoui, a présidé l'opération de remise des clés aux bénéficiaires de ces logements réalisés au nouveau pôle urbain de Bendaoud, dans la périphérie-ouest du chef-lieu de wilaya. Les bénéficiaires ont exprimé leur joie d'avoir pu accéder enfin à des logements décentes après une attente de plus de 20 ans. A cette occasion, le secrétaire général de la wilaya a indiqué que plus de 4 000 logements de différents programmes ont été attribués cette année à travers les communes de la wilaya. La wilaya de Relizane a bénéficié d'un programme d'habitat de plus de 40 000 logements de plusieurs formules au titre du quinquennat 2010-2014, dont plus de 12 000 logements pour la résorption de l'habitat précaire (RHP) et 14 000 logements publics locatifs, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. R.R.



Tunisie

Face à la contestation sociale, le gouvernement appelle à la patience

■ Le Premier ministre tunisien, Habib Essid, a appelé à la «patience» après une semaine d'une contestation sociale inédite depuis la révolution de 2011, n'annonçant aucune mesure immédiate de lutte contre le chômage et l'exclusion.

Par Hatem B.

Après l'instauration vendredi d'un couvre-feu nocturne sur tout le territoire, pour une durée indéterminée, le calme prévalait en journée dans les principales villes touchées par les troubles, selon des correspondants de l'AFP. S'exprimant à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le Premier ministre n'a de son côté annoncé aucune mesure concrète immédiate, exhortant ses compatriotes à «comprendre qu'il y a des difficultés». La Tunisie est «en danger malgré les choses positives que nous avons accomplies, surtout au niveau de la transition démocratique», a estimé Habib Essid, évoquant de nouveau les défis «sécuritaire, économique et social» du pays. «Les solutions existent mais il faut un peu de patience et d'optimisme», a-t-il plaidé. M. Essid a assuré que le conseil des ministres resterait mobilisé pour étudier la situation du pays, à la fois pionnier et unique rescapé du «Printemps arabe» de 2011 mais qui ne parvient pas à s'extirper du marasme économique. Le ministre Kamel Jendoubi (société civile et droits de l'Homme) a, lui, affirmé que le

Chef du gouvernement ne tarderait pas à annoncer des mesures pour «la jeunesse, l'emploi et la prise en charge des situations difficiles».

«Occasion manquée»

Interrogé par l'AFP, l'analyste Selim Kharrat ne s'est pas montré «étonné» de l'absence d'annonces immédiates. «Si le gouvernement avait des solutions à proposer, il l'aurait fait bien avant l'éclatement de cette crise. Il ne faut pas oublier que sa marge de manœuvre est très réduite, notamment financièrement», a-t-il dit. Mais il «aurait pu prendre des mesures non coûteuses» contre la corruption et a «manqué une occasion de donner un signal positif», a ajouté M. Kharrat. Selon lui, «ce que réclament les manifestants, c'est non seulement du travail mais aussi des dirigeants intègres et au service des populations».

A Kasserine, dans le centre défavorisé du pays d'où est parti le mouvement de contestation, la vie a repris son cours samedi. La veille, des habitants, dont de nombreux jeunes, avaient lancé une campagne de nettoyage des traces des heurts. A Sidi Bouzid, non loin de là, quelques lycéens



Ph. : DR

ont mis le feu à des pneus mais il n'y a pas eu d'autres incidents. C'est dans cette ville que le vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi s'était immolé par le feu fin 2010, un geste qui avait déclenché la révolution contre le régime de Zine El Abidine Ben Ali, chassé du pouvoir en janvier 2011. Les troubles sociaux ont débuté le 16 janvier à Kasserine, lorsqu'un chômeur de 28 ans, Ridha Yahyaoui, est mort électrocuté après être monté sur un poteau. Il protestait avec d'autres contre son retrait d'une liste d'embauche dans la Fonction publique.

«Mains malveillantes»

Vendredi soir, dans une allocution télévisée, le président Béji Caïd Essebsi a reconnu que la contestation qui s'est ensuite propagée était «naturelle», et appelé le gouvernement à élaborer un plan contre le chômage.

La nuit précédente, dans certaines villes, des postes de police

avaient été incendiés et des «saccages» s'étaient produits dans une banlieue populaire du Grand Tunis. Pour toute la journée et la nuit de vendredi, 261 personnes ont été arrêtées pour troubles et 84 pour violation du couvre-feu, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Après ces violences, les autorités ont décrété un couvre-feu nocturne, arguant du «danger» que représenterait la poursuite des «atteintes contre les propriétés publiques et privées (...) pour la sécurité de la patrie et des citoyens».

Le chef de l'Etat a mis en garde contre la récupération de la contestation par «des mains malveillantes», évoquant des partis politiques sans les nommer ainsi que le groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui a revendiqué les trois attentats meurtriers majeurs ayant frappé la Tunisie en 2015.

La France, où le Premier ministre tunisien se trouvait en visite vendredi, a de son côté annoncé un plan de soutien d'un milliard d'euros sur cinq ans,

visant «à aider les régions défavorisées et la jeunesse, en mettant l'accent sur l'emploi».

Le chômage en Tunisie atteint plus de 15% au niveau national, et plus de 30% chez les diplômés. Ces chiffres sont encore supérieurs dans les régions de l'intérieur du pays. H. B./Agences

Droit du peuple sahraoui à l'autodétermination Le Parti démocrate-chrétien slovène réaffirme son soutien

LE PRÉSIDENT du groupe parlementaire du Parti démocrate-chrétien en Slovénie, Matej Tonin, a réaffirmé son soutien au droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'autodétermination, a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS). «Le droit des peuples à l'autodétermination est un principe sacré pour la Slovénie et inscrit dans sa Constitution», a souligné Matej Tonin, lors d'une réunion avec le représentant du Front Polisario à Ljubljana, Malainin Baghada. La rencontre a été l'occasion pour le représentant sahraoui d'informer le responsable slovène sur les derniers développements de la cause du Sahara occidental, notamment le processus de paix et les efforts de l'ONU pour trouver une solution pacifique à ce conflit ainsi que les entraves de l'occupant marocain. Le responsable sahraoui a abordé les violations des droits de l'Homme perpétrées par l'occupant marocain dans les territoires occupés du Sahara occidental et le pillage illégal de ses ressources naturelles. Les résultats du 14^e Congrès du Front Polisario qui s'est tenue dans le camp de réfugiés sahraouis de Dakhla sous le slogan : «Force, volonté et détermination pour imposer l'indépendance nationale et la souveraineté» et les relations bilatérales ont été également au menu des discussions entre les deux responsables. R.M.

Poursuite des protestations à Sidi Bouzid

LES PROTESTATIONS en Tunisie se sont poursuivies, dans les villes de Sidi Bouzid et Regueb, pour revendiquer l'emploi et le développement dans la région, a rapporté l'agence de presse tunisienne TAP. Des protestataires à Regueb ont appelé à la mise en liberté de plusieurs personnes qui ont été arrêtées en raison de la transgression du couvre-feu, a précisé la même source. Des affrontements ont eu lieu vendredi entre les forces de l'ordre et des protestataires dans les villes de Sidi

Bouzid, Regueb et Ben Aoun, ayant abouti à l'arrestation de 16 individus, a indiqué une source sécuritaire citée par la TAP. Le membre du bureau exécutif de l'Union régionale du travail à Sidi Bouzid, Lazhar Gharbi, a déclaré que «les protestations pacifiques sont légitimes et garanties par la constitution», dénonçant «les opérations de vol et de pillage contre des établissements publics et privés». A Tajerouine (gouvernorat du Kef), des protestataires ont attaqué, dans la nuit de jeudi à vendredi, le siège

du district de la Sûreté nationale avec des cocktails Molotov, ont pris d'assaut des espaces commerciaux et bloqué, avec des pneus en feu, les artères principales de la ville. La cité Ettadhamen (gouvernorat de l'Ariana) a connu également des affrontements entre les protestataires et les unités de la Garde nationale et des actes de vol et de pillage de locaux commerciaux. D'autre part, différents établissements publics à Skhira (gouvernorat de Sfax) ont été fermés ce vendredi par des protestataires. H.B.

Détournement de fonds européens par des responsables marocains

Un eurodéputé exige le remboursement de l'aide octroyée

Un eurodéputé britannique a interpellé dernièrement la Commission européenne sur une affaire de détournement de fonds alloués au Maroc dans le cadre d'un programme d'appui à la lutte contre la pêche aux filets dérivants, pour exiger le remboursement de l'argent du contribuable européen. Dans une question écrite adressée à la Commission européenne, l'eurodéputé Raymond Finch, du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe au Parlement européen (ELDD), a interpellé la commission sur les mesures qu'elle envisage de prendre, à l'effet de s'assurer du remboursement par le Maroc du montant

détourné, ainsi que des dispositions prises pour combattre la corruption au sein du ministère marocain de l'Agriculture et de la Pêche.

L'eurodéputé s'est basé sur une affaire de fraude et de détournement, révélée par la presse marocaine, impliquant plusieurs personnes, dont un responsable marocain au ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

L'affaire remonte à 2013 lorsque le secrétaire général de l'Union syndicale marocaine des pêcheurs traditionnels et côtiers a découvert que trois personnes constituées en bande organisée ont détourné, à coup d'usurpation d'identité et de fraude, la

somme de 4 millions d'euros, allouée par la commission européenne au Maroc dans le cadre d'un programme d'appui à la lutte contre la pêche aux filets dérivants.

Répondant à la question de l'eurodéputé, le Commissaire européen chargé de l'Environnement, des affaires maritimes et de la pêche, Karmenu Vella, a confirmé que la Commission européenne suit cette affaire de fraude et qu'elle a exigé des autorités marocaines des explications sur le détournement par des officiels marocains de fonds destinés à soutenir le secteur de la pêche.

Kamel D./APS



Azerbaïdjan

Fort mécontentement vis-à-vis de la chute des cours du pétrole

■ L'effondrement des cours du pétrole plonge l'Azerbaïdjan dans la crise et provoque des manifestations d'une rare ampleur pour cette ex-République soviétique du Caucase, où toute forme de contestation est réprimée par le pouvoir.

Par Ali O.

Après avoir profité pendant des années d'une confortable manne pétrolière, le pays dirigé sans partage par le président Ilham Aliyev depuis douze ans a dû ces deux derniers mois dévaluer sa monnaie, annoncer des privatisations massives et introduire des contrôles des capitaux.

Face à la hausse des prix et du chômage, le mécontentement augmente et des heurts violents ont opposé depuis le début de l'année la police et des milliers de manifestants descendus dans la rue dans plusieurs villes.

Les forces envoyées par le gouvernement pour mettre fin aux troubles, notamment à Siazan (nord), ont eu recours aux gaz lacrymogène, canons à eau et balles en caoutchouc contre les manifestants qui leur jetaient des pierres.

Selon le parti d'opposition Musavat, une centaine de protestataires ont été arrêtés.

«Les gens expriment leurs difficultés et le gouvernement répond par la violence», dénonce Isa Gambar, le dirigeant de ce mouvement. «Le résultat, c'est que la contestation va prendre de l'ampleur et que la crise économique va se transformer en troubles politiques», prévient-il, interrogé par l'AFP.

Les exportations d'hydrocarbures représentent près de trois quarts des revenus de l'Etat. L'économie de l'Azerbaïdjan dépend donc étroitement des fluctuations des cours de l'énergie, qui ont plongé à leur plus bas niveau en 12 ans ces derniers jours.



Conséquence: le boom économique dont a bénéficié pendant plusieurs années le pays situé sur la mer Caspienne connaît un brusque coup d'arrêt.

Après avoir dépensé plus de la moitié de ses réserves de devises étrangères pour la soutenir, la banque centrale a lâché son emprise sur la monnaie locale, le manat, qui a aussitôt perdu le tiers de sa valeur.

De nombreux Azerbaïdjanais se sont alors empressés de retirer leurs économies des banques, craignant qu'elles ne perdent toute valeur et fragilisant le secteur finan-

cier. Cette dévaluation massive (la deuxième en un an) complique la vie des 2,5 millions d'Azerbaïdjanais, sur 9,5 millions, qui ont contracté des crédits immobiliers en dollars.

«Je vais devoir payer à ma banque bien plus que prévu, bien plus que je peux me permettre», s'inquiète Arif Gasanov, un habitant de Bakou de 40 ans.

Selon les médias locaux, certains emprunteurs incapables de rembourser leurs crédits ont été

jusqu'à s'immoler par le feu.

Conséquence immédiate de la dévaluation, l'inflation a été plus que multipliée par dix en décembre (4,4%) par rapport à novembre (0,4%). Les prix des produits alimentaires et des médicaments ont subi des hausses particulièrement fortes.

«La population paye le prix de l'incompétence du gouvernement et de la corruption», dénonce Reyhan Ghafarova, une habitante de Bakou de 34 ans. «Plus person-

ne ne croit que l'économie est forte comme l'affirme le gouvernement, le mythe a éclaté comme une bulle de savon», confie-t-elle à l'AFP.

Pour tenter d'apaiser le mécontentement populaire, le président Aliyev a réduit les taxes sur des produits de base comme la farine ou le pain et ordonné au gouvernement de mettre en œuvre un plan de privatisations pour relancer l'économie.

«Le gouvernement va faire de son mieux pour minimiser les conséquences négatives de la crise», a assuré à l'AFP Ali Gasanov, conseiller du chef de l'Etat. «Toutes les mesures nécessaires seront prises pour stimuler l'industrie, éradiquer la corruption et améliorer le climat des affaires», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le parlement a approuvé la proposition de la banque centrale d'imposer des contrôles de capitaux pour limiter la chute de la monnaie. Une taxe de 20% a été introduite sur certaines opérations qui reviennent à sortir des devises étrangères. Des limites ont été imposées sur les ventes de devises.

Ces mesures semblent avoir pour l'instant calmé la situation mais certains experts préviennent qu'elles ne suffiront pas si les prix du pétrole devaient rester faibles sur le long terme.

«C'est trop peu, trop tard», estime l'économiste Natig Jafarli. «Il est impossible de sauver le pays sans réformes économiques sérieuses et changements politiques».

A. O.

États-Unis

New York à l'arrêt, la tempête plus grave que prévu

Circulation interdite, magasins fermés : la tempête de neige Jonas, plus grave que prévu, a mis New York à l'arrêt samedi, sans pour autant atteindre le moral des New-Yorkais dont certains ont immédiatement sorti lugues et raquettes.

«Les piétons ont pris le pouvoir, c'est super», se réjouissait Andrew, marchant prudemment sur la 5^e avenue, visage caché sous une grande capuche. «Mais ce n'est pas une journée idéale pour faire les courses», plaisantait sa femme.

La neige, accompagnée de rafales de vent allant jusqu'à 80 km/heure, est tombée en abondance toute la journée et devait continuer une partie de la nuit dans la plus grande ville américaine. En fin d'après-midi, il était tombé 49 cm de neige à Central Park et près de 52 cm à l'aéroport de La Guardia.

En dépit de la mobilisation de centaines de chasse-neige toute la journée, même les grandes avenues de Manhattan restaient résolument blanches samedi soir, et dans les rues perpendiculaires, les voitures étaient largement ensevelies. Toute la journée, des employés ont dégaïé les trottoirs à la pelle, ou avec des souffleurs à neige, sans grand effet.

Le maire Bill de Blasio, revoyant une nouvelle fois les estimations à la hausse, a précisé en fin d'après-midi que ces hauteurs

pourraient atteindre 60 à 71 cm avant la fin de la tempête qui a paralysé l'est des États-Unis. Cela ferait de Jonas l'une des cinq plus importantes tempêtes à frapper New York depuis que les hauteurs de neige sont enregistrées en 1869, a-t-il ajouté.

La tempête étant plus grave qu'anticipée, les bus ont cessé de circuler à la mi-journée. Toute la circulation a été interdite en début d'après-midi, sauf services d'urgence, pour une durée indéterminée. Les trains de banlieue ont été suspendus, certains tunnels et ponts fermés.

Les parties aériennes du métro ont également été fermées, mais le maire a précisé samedi soir dans une conférence de presse que le métro souterrain resterait ouvert. Tous les vols étaient annulés et vers les trois aéroports de La Guardia, Newark et John F Kennedy.

Le maire a demandé aux New-Yorkais de rester chez eux, et ajouté, à propos de l'interdiction de circuler pour les véhicules, que la police «prendrait toutes les mesures nécessaires» pour la faire respecter, ce afin de faciliter notamment les opérations de déneigement. Les rares magasins ouverts dans la matinée ont rapidement fermé, les employés inquiets de pouvoir rentrer chez eux. Mais la neige n'a pas pour autant découragé certains New-

Yorkais, ravis d'une ville brièvement apaisée, et dont les rues et avenues étaient vides de voitures.

A Madison Square Park, près du célèbre immeuble du Flatiron, certains avaient chausé les raquettes, des familles étaient engagées dans de joyeuses batailles de boules de neige. Des enfants étaient occupés à construire un igloo, près d'un bonhomme de neige assis sur un banc. Plus au sud, à Washington Square, dans le quartier de Greenwich Village, d'autres enfants émitoufflés jouaient avec des luges en plastique près de la fontaine centrale.

Mais Leo, concierge dans un immeuble de luxe, ne cachait pas son inquiétude à la question de savoir comment il allait rentrer chez lui.

«Je finis à 23h00, j'habite dans le Bronx. J'espère que le métro va rester ouvert, après je dois prendre un bus. S'il n'y a pas de bus, je ne sais pas, je marcherai», confiait-il.

Juan, un barman mexicain de Greenwich Village se désolait lui d'une journée particulièrement désœuvrée. «J'espère que les gens vont se fatiguer de jouer dans la neige, et vont venir manger et boire», confiait-il, lui aussi inquiet que le métro reste ouvert, afin qu'il puisse rentrer chez lui à la fin de sa journée.



Points chauds

Reluctance

Par Fouzia Mahmoudi

Un remaniement ministériel est-il vraiment la réponse adaptée aux problèmes que rencontre depuis trop longtemps déjà le peuple français avec son gouvernement ? Il semblerait en tout cas qu'une petite majorité le pense au vu du dernier sondage publié cette semaine par l'institut BVA. En effet, 54% des personnes interrogées se déclarent favorable à un remaniement, mais six sur dix ne sont pas relucantes à l'idée de changer de Premier ministre. Selon cette enquête réalisée alors qu'enfile la rumeur d'un remaniement, 54% des Français pensent que «François Hollande devrait faire un remaniement ministériel», 41% pensant l'inverse et 5% ne se prononçant pas. Les sympathisants FN (84%) et LR (66%) sont particulièrement nombreux à désirer un remaniement, un souhait également majoritaire chez les sympathisants de la gauche du PS (55%). En revanche, bien que l'entrée de personnalités écologistes au gouvernement soit évoquée, les sympathisants EELV (52%) sont majoritairement opposés à un remaniement, tout comme les deux tiers des sympathisants PS (67%). En revanche, l'éventualité d'un changement de Premier ministre est majoritairement rejetée. 60% des Français ne le souhaitent pas (36% étant pour et 4% ne se prononçant pas). Cette idée est rejetée par la quasi-totalité des sympathisants PS (85%) mais également par les deux tiers des sympathisants de droite (67%). Les sympathisants de la gauche du PS sont une courte majorité à souhaiter le départ de Manuel Valls de Matignon (54%), souhait qu'ils partagent avec 66% des personnes proches du Front national. Ces résultats sont très différents de ceux observés en mars 2014, à la veille de l'intronisation de Valls, observe l'institut : à l'époque une très nette majorité de Français approuvait l'idée d'un remaniement ministériel (79%) et appelaient de leurs vœux la démission de Jean-Marc Ayrault (69%). Toutefois, la différence de gouvernance est imperceptible tant le gouvernement a choisi de faire dans l'immobilisme ces deux dernières années en attendant les élections présidentielles que la gauche n'a que de très minces chances de remporter de toute façon. Peut-être que la perspective d'un changement de gouvernance devrait les pousser au contraire à prendre plus de risque et à lancer les réformes chères à leur famille politique plutôt que de tenter de ne pas se mettre à dos le peu de Français qui continuent à la soutenir.

F. M.



Prévu pour le 28 janvier au Théâtre national algérien

Corason de Mexico en spectacle à Alger

■ Le Théâtre national est un espace où toutes les cultures du monde se croisent. Des artistes et formations musicales des quatre coins du monde se sont succédé sur ses planches. Le 28 janvier prochain, c'est la formation musicale Corason de Mexico qui s'invite à cette institution culturelle et artistique, une occasion pour découvrir des standards mariachis.

Par Abla Selles

L'Algérie est devenue, ces dernières années, une destination préférée de nombreux artistes des quatre coins du monde. D'ailleurs, le public algérien est connu par son ouverture sur les différentes cultures du monde. En effet, le mois de janvier courant est marqué à Alger par un spectacle musical qui attirera un public nombreux. Il s'agit de la soirée musicale du 28 janvier

qui sera animée au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi par la formation musicale Corason de Mexico. Le public est invité lors de ce spectacle à découvrir une des cultures populaires de ce pays. Le public algérien est invité à découvrir des standards mariachis, de boleros mexicains, de valse traditionnelles de Veracruz et de chants aztèques en langue nahuatl.

Cette formation de mariachis basée à Marseille est dirigée par Alejandro Pinto, danseur et



joueur de «guitarrón», guitare basse typiquement mexicaine. Formée de neuf musiciens, elle comporte trois voix solistes,

ainsi que les guitares dans leurs multiples formats traditionnels (requinto, vihuela, jarana et guitarrón). Comme dans

tous les ensembles mariachis, on retrouve également la trompette et le violon, mais accompagnés d'un saxophone soprano et d'une flûte traversière, ce qui apporte des sonorités nouvelles.

Leur répertoire est composé des standards mariachis, de boleros mexicains, de valse traditionnelles de Veracruz et de chants aztèques en langue nahuatl. Ils portent un soin extrême à leurs différents costumes traditionnels, depuis les ornements de plumes aztèques jusqu'aux sombreros mariachis.

Alejandro Pinto est un passionné par les traditions de son pays, le Mexique. Il est installé à Marseille où il dirige les groupes «Masehualisti» (danses et musiques traditionnelles mexicaines) et le mariachi «Corason de México».

Après avoir étudié la danse folklorique mexicaine à l'École normale supérieure de Puebla, il intègre plusieurs ballets au Mexique et en France. Sa passion pour le folklore mexicain le conduit inévitablement à la musique.

Il prend des cours de guitare, d'accordéon et de trompette et, en autodidacte, se forme au «guitarrón» (guitare basse mexicaine) et aux guitares traditionnelles, ainsi qu'aux percussions préhispaniques.

A.S.

Salle El Mougar

«Mémoires de scènes» projeté en avant-première

Sous l'égide du ministère de la Culture, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) organise l'avant-première du film long métrage «Mémoires de scènes» de Abderahim Laloui, une production de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), avec le soutien du ministère de la Culture – FDATIC, demain à 19h00 à la salle El Mougar, en présence du réalisateur et des comédiens.

La projection officielle sera précédée d'une projection dédiée aux professionnels de la presse et des médias la matinée à 10h00.

Nous sommes aux prémices d'une triste période qu'a vécue l'Algérie dans les années 90. Années marquées par la violence. Dans une ville de l'intérieur du pays, Azzedine, journaliste de profession, prépare une adaptation de la pièce de théâtre de Molière «Tartuffe» qu'il veut monter dans le théâtre municipal.

Aidé par un groupe d'amis, tous comédiens amateurs et venus de différents horizons, il commence les répétitions. Le maire fraîchement élu, tente de les empêcher. Face à cet obstacle, Azzedine et ses amis se serrent les coudes et ignorent la menace qui

plane sur eux. Ils ont un seul objectif : arriver à réaliser leur rêve, quel que soit le danger ; même si parfois, le doute envahissait les membres de la troupe. Azzedine pris par les préparatifs de la pièce, ne fait plus attention au stress qui gagne ses enfants et sa mère, qui vit avec lui. Youstra, sa femme, qui joue aussi un rôle dans la pièce, tout en l'aidant et le rassurant, essaie de créer un climat de sérénité au sein de sa famille.

L'histoire du film oscille entre les tartufferies de Molière et la vie quotidienne de cette troupe de théâtre amateur, qui voit disparaître une à une ses libertés.

F.H.

Prévu en mai en Grande-Bretagne

Bientôt un symposium sur le film «La Bataille d'Alger»

Un symposium sur le film «La Bataille d'Alger», du réalisateur italien Gillo Pontecorvo, sera organisé en mai prochain en Grande-Bretagne à l'occasion du 50^e anniversaire de sa sortie en salle (1966).

Intitulé «La Bataille d'Alger 50 ans après : legs pour le cinéma et la littérature», le symposium se veut une «occasion pour

comprendre comment ce legs multiple peut contribuer à la compréhension de l'Histoire algérienne et son impact sur le cinéma et les arts en Algérie».

Le film constitue, selon les organisateurs, une «épopée contre le colonialisme» et «un témoignage sur la résistance héroïque du peuple algérien», soulignant son impact sur le

cinéma nord-africain. Les travaux du symposium porteront sur des thèmes divers dont le legs colonial dans le cinéma et la littérature, le colonialisme et le post-colonialisme, la violence politique outre l'histoire et l'art.

Le film «La Bataille d'Alger», un chef-d'œuvre du cinéma algérien, demeurera à tout jamais témoin de la résistance

héroïque du peuple algérien. Interdit de diffusion en France pour près d'un demi-siècle, le film a été sacré du Prix «Le lion d'Or» pour le meilleur film au Festival du cinéma de Venise (Italie) en 1966. Il a été également deux fois nominé aux Oscars en 1967 et 1969.

M.K.

Prévu pour demain au siège de l'Unesco à Paris

Le Nigérien Alphadi sera nommé Artiste pour la paix

La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, va nommer le créateur de mode nigérien Sidahmed Alphadi Seidnaly, dit Alphadi, Artiste de l'Unesco pour la paix (2016-2018), a annoncé jeudi l'organisation onusienne.

Ce titre est attribué à Alphadi «en reconnaissance de son engagement en faveur de la culture et du développement au service de la paix, du respect et de la dignité humaine, de sa contribution à la promotion de la tolérance, et de son dévouement aux idéaux de l'Organisation», selon les mêmes sources. Né à Tombouctou au Mali en 1957, Alphadi

est diplômé de l'Atelier Chardon-Savard à Paris. Surnommé «le Magicien du désert», il a été adoubé par les grands noms de la mode comme Yves Saint Laurent, Paco Rabane ou encore Takada Kenzo. Ses créations mêlent avant-garde de la haute couture occidentale et culture traditionnelle africaine.

En 1998, Alphadi a lancé la première édition du Festival international de la mode africaine dans le désert de Tiguidit à Niger, sous l'égide de l'Unesco. Ce festival est devenu un lieu incontournable d'échange et de dialogue entre les cultures du monde entier. Le styliste est également à l'origine de la

Fondation Alphadi qui vise notamment à améliorer des conditions de vie des femmes et des enfants dans le Sahara, et de contribuer au développement et à la création d'emploi en Afrique.

En sa qualité d'Artiste de l'Unesco pour la paix, Alphadi travaillera à ce que le Festival international de la mode africaine (FIMA) devienne un événement itinérant et que les prochaines éditions soient organisées dans d'autres pays africains comme le Mali ou la Côte d'Ivoire. Il entend également mettre l'accent sur la dimension éducative de ce Festival.

H.L.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Centre culturel Mustapha-Kateb

Jusqu'au 30 janvier : Exposition d'arts plastiques «La note bleue» de l'artiste Samia Boumerdassi.

Ezzouart Galerie du Centre commercial et de loisirs de Bab-Ezzouar

Jusqu'au 28 janvier : Exposition de l'artiste Jaoudet Gassouma.

Galerie d'arts Sirius Jusqu'au 31 janvier : Exposition de peinture «Sirocco» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger Jusqu'au 11 février :

Septième Festival international de l'art contemporain (Fiac).

Avec la participation de Clémentine Carsberg (France), Patrick Altès (France), Patrick Maïssa (France), Francisco Javier Ruiz Carrasco (Espagne), Yannis Stefanakis (Grèce), Paul Alden Mvoutoukoulou (Congo), Gastineau Massamba Mbongo (Congo), les artistes algériens Fatima Bouziane, Slimane Ould Mohand, Mohamed Skander

Galerie d'art Aïcha-Haddad Jusqu'au 4 février :

Exposition de peinture par l'artiste Abdellah Belhaimer.

Coup-franc direct

On creuse encore !

Par Mahfoud M.

Le niveau de la Ligue 1 Mobilis continue de se creuser avec ce qu'on voit dans ce championnat qui est loin de bercer les foules. La toute dernière journée du championnat a montré encore une fois que le niveau des formations locales ne peut pas prétendre à se hisser au moins à celles du continent africain, du moins d'Afrique du Nord. Des «nuls» dans la plupart des matchs (six au total) montrent que les équipes n'arrivent pas à imposer une certaine marque de fabrique et restent donc à la traîne. Pourtant, les moyens ne manquent pas et ce sont des millions de dinars qu'engloutissent joueurs et techniciens sans pour autant nous montrer que quoi que soit de bon. Les dirigeants de la balle ronde nationale ont tout intérêt à redresser la barre, en trouvant d'abord la faille dans leurs clubs pour tenter de relancer la discipline la plus populaire en Algérie, sachant que les supporters en ont marre de se rendre au stade pour trouver un niveau qui ne peut en rien les bercer. Il est temps donc d'aller vers la «vérité des prix» pour ces joueurs qui touchent des sommes colossales mais qui ne donnent rien sur le terrain et se montrent ternes et loin des aspirations des fans, déçus par ce qu'ils voient.

M. M.

CAN-2016 de handball (Gr.A - 3^e Journée) L'EN confirme face au Maroc

LA SÉLECTION algérienne de handball (messieurs) est sortie vainqueur du derby maghrébin l'opposant à son homologue marocain (27-22, mi-temps : 15-10), en match comptant pour la 3^e journée de la CAN-2016, disputé samedi au Caire, et décroche ainsi une deuxième victoire consécutive, importante dans la course à la deuxième place du groupe A.

Pour leur troisième sortie africaine, les coéquipiers de l'excellent Ayoub Abdi (7 buts) ont débuté le match tambour battant, assommant d'entrée de jeu leurs adversaires du jour en prenant rapidement l'avantage au score (5-1) après 5 minutes de jeu.

Solides en défense et appliqués en attaque, les Verts ont continué à creuser l'écart au tableau d'affichage pour prendre 7 buts d'avance (12-5) à la 20 minute, mais une baisse de régime durant les 10 dernières minutes de la 1^{re} mi-temps a permis aux Marocains de revenir à 5 buts (15 à 10).

Au retour des vestiaires, les Algériens privés de Messaoud Berkous blessé à la cheville dès l'entame de la deuxième période, ont vu les Marocains revenir progressivement au score (20-17, à la 45^e minutes) profitant de leur supériorité numérique suite à plusieurs exclusions pour deux minutes dans le camp algérien. Dos au mur, les Algériens retombent dans leurs mauvaises habitudes et commencent à vendre en attaque, et c'est le gardien de but Abdellah Benmeni, gravement blessé au genou lors d'un arrêt spectaculaire sur une contre attaque marocaine, qui parvient à conserver les trois buts d'écart (22-19).

«D'après ce que j'ai vu sur le terrain c'est peut-être grave pour notre gardien. Il a reçu un mauvais coup au genou et je pense qu'il serait out pour la suite de la compétition», a déclaré le coach national à la fin du match.

Championnat d'Algérie par équipes de tennis de table Les clubs de Larbaâ (Blida) dames et messieurs se distinguent

LES CLUBS de Larbaâ (Blida) dames et messieurs se sont distingués aux épreuves du 2^e tour de la première phase du championnat d'Algérie par équipes de tennis de table, disputées vendredi et samedi au palais des sports Hamou-Boutélias d'Oran. Les deux formations de l'ASF Larbaâ dames et RC Larbaâ messieurs ont réalisés des matchs pleins en dominant leurs adversaires. A l'issue de ce 2^e tour, les quatre premiers au classement de la division une dames et messieurs ont arraché leur billet pour le second tour du play-off, pour le titre de champion d'Algérie, qui aura lieu au mois de mai. Le lieu reste à déterminer par la Fédération algérienne de tennis de table (FATT). Il s'agit de l'ASF Arbaâ, l'AC Boudouaou, le NRW Alger et l'ASR Khroub en dames et du RC Arbaâ, l'ASJ Oran, l'AJS Khroub et l'ASR Khroub en messieurs. Les quatre autres clubs du bas du tableau, en dames et messieurs, disputeront un tournoi

pour le maintien. En division deux, à l'issue de sept matchs, l'AC Boudouaou, la JSTT Ain Tédeles, l'IC Réghaïa et l'IRB Baraki (dames) et l'USMM Hadjout, le CSA Tighennif, l'ASKM Oran et le Wifak Khemis Miliiana (hommes) ont composé leur billet pour la grande finale d'accession en D1. L'équipe qui sera classée première accède en division une et l'équipe classée 2^e disputera un match barrage contre l'équipe classée 7^e de la division une. Les clubs restants forment un tournoi pour le maintien où le dernier au classement sera relégué en division nationale trois. Ce 2^e tournoi national dirigé par deux juges-arbitres et 16 assistants, a été marqué par un total fair-play, un niveau technique appréciable chez les messieurs et moyen chez les dames et une prestation de haut niveau dans quelques rencontres, selon les spécialistes présents à Oran.

Ligue 1 Mobilis (17^e journée) Six nuls sur huit matchs, statu quo en tête

■ Le classement de la Ligue 1 Mobilis de football est resté inchangé à l'issue de la 17^e journée. Six des huit matchs joués se sont soldés par des nuls, dont ceux des trois premiers : l'USM Alger, le CR Belouizdad et le MO Béjaïa.

Par Mahfoud M.

Le leader, l'USM Alger, s'est en effet neutralisé (1-1) avec l'ES Sétif, alors que le défenseur Farouk Chafai lui avait pourtant permis de mener au score dès la 25^e minute, avant que Aroussi, déjà auteur d'un doublé au cours de la précédente journée contre le MC Oran (2-2), ne remette les pendules à l'heure à la 42^e minute. Les Usmistes conservent néanmoins leurs huit longueurs d'avance au classement sur le CR Belouizdad, qui s'est lui aussi contenté d'un nul (0-0) chez la lanterne rouge, le RC Arbaâ. A l'instar de l'USMA et du CRB, le MO Béjaïa n'a ramené qu'un point de son déplacement à Tizi-Ouzou, où la JSK a mené grâce à son buteur maison Diawara, et ce n'est qu'à vingt minutes du coup de sifflet final que N'Doy a pu égaliser. Avec ce nul, le MOB est rejoint sur la 3^e marche du podium par le MC Alger et l'USM El Harrach, les deux seuls clubs à avoir gagné au cours de cette 17^e journée. «Le Doyen» a difficilement disposé du RC Relizane (1-0) grâce à Abid, auteur de l'unique but à la 32^e minute, au moment où les Harrachis ont éprouvé un peu moins de difficultés face à l'USM Blida (2-0), grâce à Bouguèche sur penalty à la 10^e, et Meziane (36^e). En surprenant le NA Hussein Dey (0-1) à la 83^e grâce à Djemaoui, l'ASM Oran était bien parti pour réussir un hold-up parfait, mais



L'USMA garde sa position

c'était sans compter sur le ténacité des Sang et Or, ayant réussi à arracher une égalisation inespérée (90'+2) grâce à Choubani. Vendredi, en ouverture de cette 17^e journée, le DRB Tadjenanet a été tenu en échec par la JS Saoura (0-0), au moment où le CS Constantine est allé tenir le MC Oran en échec (1-1). Les gars d'El Hamri avaient pourtant bien démarré la rencontre, ouvrant le score dès la 10^e minute par Berramla, avant de concéder l'égalisation devant Boulemdais, à la 54^e minute. A l'issue de cette 17^e journée, le RC Arbaâ, l'ASM Oran et le RC Relizane sont toujours reléguables, au moment le CS Constantine, l'USM Blida et le NA Hussein Dey sont abords de la zone de turbulence.

M. M.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

DRBT- JSS	0-0
MCO-CSC	1-1
RCA -CRB	0-0
USMH-USMB	2-0
NAHD- ASMO	1-1
JSKMOBA	1-1
ESS- USMA	1-1
MCA -RCR	1-0
	Pts J
1). USM Alger	38 17
2). CR Belouizdad	30 17
3). MO Béjaïa	27 17
—). MC Alger	27 17
—). USM El-Harrach	27 17
6). DRB Tadjenanet	26 17
7). ES Sétif	23 17
8). MC Oran	22 17
—). JS Kabylie	22 17
10). JS Saoura	21 17
—). NA Hussein-Dey	21 17
12). USM Blida	20 17
13). CS Constantine	17 17
14). RC Relizane	15 17
15). ASM Oran	14 17
16). RC Arbaâ	9 17

Sélection des joueurs locaux Un stage de quatre jours à partir du 29 janvier à Sidi Moussa

La sélection algérienne des joueurs locaux entamera un stage de quatre jours au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger) à partir du 29 janvier, a-t-on appris samedi auprès de la Fédération algérienne de football (FAF). Une trentaine de joueurs seront convoqués pour ce premier regroupement que dirigera l'entraîneur de la

sélection première, le Français Christian Gourcuff, ajoute la même source. La sélection des joueurs locaux ne s'est plus regroupée depuis la fin de la saison dernière. Elle n'avait pas participé aux éliminatoires du Championnat d'Afrique des locaux (CHAN-2016) dont la phase finale se déroule actuellement au Rwanda, en raison

d'une suspension que lui a infligée la Confédération africaine de la discipline. Une sanction causée par le forfait des Verts face à la Libye dans les qualifications du CHAN-2014. Outre son désir de renforcer l'équipe nationale première par des joueurs du cru, Gourcuff entame pour la circonstance la préparation des éliminatoires du CHAN-2018.

Grand-Prix de la Havane de Judo Djeddi Oussama (-73 kg) éliminé au premier tour

Le judoka algérien Djeddi Oussama (-73 kg) a été éliminé au premier tour du tournoi international «Grand-Prix de la Havane», organisé du 22 au 24 janvier dans la capitale cubaine, suite à sa défaite, samedi, contre le Péruvien Alonso Wong. Dans un match intense qui a duré trois minutes, Wong a rapidement mené par waza ari, avant de l'emporter par ippon. Un peu plus tôt dans l'après-midi, Houd Zourdani (-66 kg) a été éliminé au 3^e tour de ce tournoi international, suite à sa défaite contre le

Géorgien Vazha Margvelashvili. Les deux autres judokas algériens engagés dans ce Grand-Prix de la Havane, Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mohamed Amine Tayeb (+100 kg) feront leur entrée en lice plus tard dans la journée, décalage horaire oblige. Dispensé du premier tour, Benamadi affrontera le vainqueur du combat, entre le Marocain Imad Abdellaoui et l'Espagnol David Ruiz Zajac, au moment où Tayeb sera opposé à l'Ouzbek, Elyor Masharipov. Au

total, 388 athlètes (233 messieurs et 155 dames) de 66 pays participent à ce tournoi international, considéré comme la première compétition officielle en 2016 pour Zourdani, Benamadi et Tayeb. Ces trois athlètes ont été dispensés, en effet, du tournoi national «Top 16», disputé le 2 janvier à la salle Harcha-Hacene (Alger), puis de l'Open Africain (14-16 janvier à Tunis) pour se consacrer entièrement à leur stage de préparation (4 au 16 janvier) en Ouzbékistan.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Année internationale de la lumière

Des scientifiques appellent à valoriser les travaux du savant Ibn Al Haytham

UN GROUPE de scientifiques de pays arabes et musulmans a été créé pour valoriser les travaux du savant Ibn Al Haytham, père fondateur de l'optique moderne, a indiqué dimanche à Constantine, Abderrahmane Tadjeddine de l'université de Paris-sud (France). «Nous ambitionnons, avec l'appui de l'ONU, à l'occasion de la célébration de l'année internationale de la lumière (AIL 2015), de mettre en relief les travaux scientifiques de savants arabes méconnus et de rendre hommage à la civilisation arabo-musulmane», a précisé cet universitaire à l'APS, en marge des journées Ibn Haytham 2, organisées à l'université Constantine 1. Il a rappelé, dans le même contexte, qu'Ibn Al Haytham était le pionnier de «la rupture dans la pensée» par rapport à la lumière et à l'optique, «transformant radicalement la connaissance de la lumière et de la vision, et introduisant une méthode scientifique expérimentale». M. Tadjeddine, membre de ce groupe scientifique, a rappelé que le livre d'Ibn Al Haytham, «Le traité d'optique» (Kitab Al-Manadhir), écrit il y a plus de 1 000 ans, est considéré comme un des plus importants livres de l'histoire de la physique. Un ouvrage qui fut, a-t-il souligné, à l'origine d'une «véritable révolution scientifique» dans le domaine de l'optique et de la perception visuelle. Abderrahmane Tadjeddine, considéré comme l'un des doyens des scientifiques algériens, auteur de brillantes études scientifiques, a également indiqué que ce groupe œuvrera à valoriser les travaux du savant Ibn Sahl, et à «déterrer» ses recherches inédites portant sur la loi de la réfraction, redécouverte plus tard en Europe. Plusieurs communications relatives aux thèmes de la lumière synchro-

tron, l'impact de la lumière sur l'évolution stellaire, le laser et ses applications sociétales et la physique des cellules solaires, ont été présentées par des universitaires algériens et étrangers venus de France, de Grande-Bretagne et de Bahreïn. Les débats se sont notamment axés sur la lumière en tant que «discipline transversale cruciale de la science au XXI^e siècle», son rôle essentiel dans la vie quotidienne ainsi que sur l'importance de la sensibilisation aux technologies qui y sont fondées sur la lumière et qui peuvent promouvoir le développement durable et apporter des solutions aux défis mondiaux, notamment en matière d'énergie. Ces journées, organisées par la faculté des sciences exactes de l'université Constantine 1, et marquées par une présence nombreuse de lycéens et d'étudiants, ont donné l'occasion d'organiser une grande exposition baptisée «Caravane de la lumière, symphonie cosmique», mise sur pied par l'association Sirius d'astronomie et l'unité de recherche en optique et photonique (UROF) de Sétif, comprenant des démonstrations pratiques et des panneaux et communications sur la lumière et ses applications. Le programme des journées Ibn Haytham 2, sera marqué, lundi, par la projection, en exclusivité, du film «Light beyond the bulb» et la par des expériences «on live» sur la lumière animées par d'éminents scientifiques. De plus, l'AIL 2015 à Constantine a offert l'occasion de tenir plusieurs manifestations scientifiques, dont un colloque international sur la lumière organisé en avril 2015 et de divers concours pour les lycéens initié par l'association Sirius d'astronomie.

Omar T./APS

M'sila

Trois personnes périssent dans un accident de la route

TROIS PERSONNES sont décédées dans un accident de la circulation survenu dimanche sur la route nationale (RN) n° 8 (M'sila-Bouira) au lieu-dit Kharmam, dans la commune de Benzouh (M'sila), a-t-on appris auprès de la Protection civile. La même source a indiqué que les

trois victimes ont succombé à leurs blessures à la suite du renversement de la voiture de tourisme à bord de laquelle ils circulaient. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour établir les circonstances précises de ce tragique accident. R. N.

Souk El-Tennine

Un réseau de prostitution démantelé

LA POLICE judiciaire de la sûreté de daïra de Souk El-Tennine a démantelé ces derniers jours un réseau de prostitution composé de 6 femmes et 2 hommes. Les mis en cause ont été arrêtés dans un appartement situé dans la ville. Ils sont incul-

pés pour prostitution et proxénétisme. Les six jeunes femmes originaires de plusieurs wilayas du pays ont été placées en détention provisoire et les deux hommes qui ont été entendus en tant que témoins ont été libérés, avons-nous appris. H.C.

EXCÉDENT DE PRODUCTION DE POMME DE TERRE



Djalou@hotmail.com

Aménagement urbain à Amizour

Des habitants pressent les autorités par le blocage de la route

■ Les habitants de la localité Merdj Ouamane de la commune d'Amizour ont bloqué hier matin la RN 75 reliant Amizour à la ville de Béjaïa.

Par Hocine Cherfa

Le trafic routier était totalement paralysé dans la région, ce qui a contraint les automobilistes à emprunter des raccourcis ou rallier la RN 26 pour rejoindre la ville de Béjaïa et les localités de l'est de la wilaya. Les mécontents avaient déjà observé des actions similaires par le passé afin de réclamer la réalisation des VRD au niveau de ce lotissement qui abrite près de 3 000 âmes. Des actions qui s'étaient soldées par des réunions et des engagements mais qui n'ont pas été suivies d'effet, fulminent-ils. Les manifestants ont fermé la voie par des troncs d'arbres, blocs de pierres, pneumatiques et autres objets hétéroclites, exigeant la présence des autorités de wilaya afin de leur exposer leurs doléances. Selon Saou Bensalem adjoint au maire d'Amizour, «une étude de viabilisation du lotissement a été réalisée et le projet coûtera au moins 18 milliards de centimes, ce qui est évidemment au-dessus des moyens de la APC». Et d'ajouter: «la fiche technique a été déposée au niveau de la DUCH mais elle n'a pas été prise en charge encore dans le cadre du plan sectoriel du développement (PSD)». L'accès qui doit être aménagé est de 2 km à partir de la RN 75 jusqu'au village en sus de l'aménagement du lotissement. Un village qui est

peuplé, faut-le souligner, par plus de 15 000 âmes au total. Selon notre interlocuteur, l'APC avait débloqué 1,2 milliard de centimes mais il a décidé d'«aménager la voie débouchant à l'antenne administrative en priorité et aussi au regard du coût très élevé de l'aménagement du lotissement Merdj Ouamane qui, reconnaissons-le, est délabré». M. Bensalem revient sur les problèmes auxquels est confronté la localité: «la commune accuse un grand déficit en matière d'aménagement des chemins communaux qui sont impraticables à l'exemple de ceux menant au village Ahernam sur 3,5 km, Amassine 1km, Taslent et Aït Yahia 10km, une route jumelant quatre villages à savoir Imaziounène, Merdj Ouamane, Aït Yahia et Ihedjaren. Pour y faire face, l'APC a bénéficié d'une envelop-

pe dans le cadre du FCCL pour l'aménagement des voies des villages Sidi-Abdelhadi situé entre Semaoune et Amizour, soit depuis la laiterie (ORLAC) ou le domaine Maouchi jusqu'à Sidi-Abdelhadi, sur une distance de 1,2km pour 1,7 milliard de centimes et le chemin de wilaya reliant les village Afra et Berdoune sur 4,5km pour une enveloppe financière de 4,4 milliards de centimes. Par ailleurs, la municipalité d'Amizour dispose de cinq lotissements qui ne sont toujours pas aménagés en dépit de leur création qui remonte à 25 ans. Des lotissements qui abritent, faut-il le souligner plus de 25 000 âmes au total. Il y a celui de Merdj Ouamane dont il est question, Azemour 1, Azemour 2, Boukhelfa, Thierourine et enfin Guevha Ouada.

H. C.

Sûreté de daïra Tazmalt

Deux dealers arrêtés

LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Tazmalt ont appréhendé deux dealers près de station-service de Naftal à l'entrée sud de la ville au début de la semaine en cours. Ces derniers dont les initiales sont comme suit: M.M.T. 54 ans, résidant à Tazmalt et C.H.A 33 ans résidant à Bouira étaient à bord d'une voiture de marque Renault-Clio immatriculée à Bouira, indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les deux individus ont été guettés par les policiers qui les soupçonnaient déjà de trafic de drogue. Ces derniers avaient en leur possession 23,4g de kif traité en barrettes. Les deux individus ont été présentés devant le parquet d'Akbou qui les a inculpés pour possession de drogue, commercialisation et vente. Ils ont été placés en détention provisoire.

H.C.